

# Une présentation statistique montrant le parti pris de déconsidérer l'Église au sein de la société

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Église en France](#), [En Une](#), [Histoire](#), [Perepiscopus](#)

Date : 2 novembre 2021

[Smart Reading Press](#) publie l'analyse d'un docteur en mathématiques sur les chiffres du rapport Sauvé. La voici :

Le rapport Sauvé a suscité des réactions justement indignées au lire des chiffres astronomiques d'agressions sexuelles perpétrées au sein de L'Église catholique entre 1950 et 2020 :

«Il *estime* à **216 000** le nombre de personnes qui auraient été victimes de [violences sexuelles de la part d'un prêtre ou d'un religieux](#) entre 1950 et 2020, et à **330 000** le nombre de celles qui, plus largement, *auraient été* agressées sexuellement par une personne en lien avec l'Église catholique<sup>1</sup>.»

## UN CONDITIONNEL QUI COMPTE...

Cet article portait un regard critique sur les chiffres dramatiquement annoncés lors de la conférence de presse du 5 octobre, et il employait justement le conditionnel «**auraient** été»

victimes. Nombreux sont ceux qui, à tort, ont dit ou écrit que le rapport *avait recensé ou compté* 216 000 ou 300 000 victimes. Ces chiffres sont en effet issus non pas d'un décompte ou d'un recensement, mais d'une évaluation statistique par sondage faite par l'INSERM pour le compte de la CIASE.

Présent à la conférence de presse de remise du rapport le 5 octobre, le journaliste du *Figaro* a posé la première question, pleine d'un bon sens capable d'être en alerte grâce à une perception immédiate des ordres de grandeur. En rapprochant ces chiffres de celui donné pour le nombre de prédateurs dans l'Église, il a demandé comment il était possible que chacun d'entre eux ait abusé autour de **100 victimes décomptées**, car c'est bien ce dont il s'agit dans le Rapport, et non pas de ce que chaque prédateur aurait commis 100 abus, ce qui est très différent ! Il a reçu une réponse dans laquelle la personne responsable des études statistiques a essayé de noyer le poisson du doute. Elle n'a réussi en fait qu'à le revigorer pour qu'il se mette à frétiller de plus en plus sauvagement dans les esprits de statisticiens compétents, qui se sont lancés dans la lecture critique du Rapport de la longue enquête INSERM-CIASE (457 pages !).

### Remarques critiques sur le Rapport de la CIASE

Voici quelques remarques issues de cet exercice.

#### 1°) Le mode opératoire de l'enquête en population générale

Il est identique à celui opéré par les grands instituts de sondage avant des élections, par exemple pour le premier tour des élections présidentielles de 2017, auxquelles nous nous référerons plus particulièrement.

##### a) Un questionnaire par **INTERNET**

«Pour des raisons d'ordre financier et parce que le contexte sanitaire ne permettait pas aux instituts de sondage de mobiliser suffisamment d'enquêteurs pour réaliser une enquête téléphonique, notre enquête s'est déroulée par internet à partir des abonnés au panel d'une société travaillant avec l'Institut IFOP.»

Notre première critique vise le moyen par lequel les personnes ont été interrogées : par **internet**. Ce moyen élimine de l'enquête toutes les personnes qui n'ont pas accès à internet (20 % de la population aujourd'hui), en particulier toutes les personnes âgées, qui constituent une énorme majorité des gens abusés entre 1950 et 1969.

##### b) Le biais de questionnés ennemis de l'Église catholique

«Au total, 243 601 panélistes ont été sollicités pour participer à l'enquête **sans qu'à ce stade le commanditaire de l'enquête (l'INSERM) et le sujet ne soient annoncés.**»

L'enquête INSERM souligne cela pour contrer l'argument par lequel des gens interrogés auraient répondu au questionnaire pour charger la barque des abusés avec de fausses déclarations, par défiance, voire par haine de l'Église catholique.

Il nous est dit ici que les personnes interrogées par internet, à qui a été envoyé le questionnaire, ne connaissaient ni le commanditaire de l'enquête ni le sujet. S'il est vrai que le sujet n'était pas précisé dans le titre de l'enquête, il faudrait que les personnes qui ont lu les questions soient vraiment débiles pour ne pas avoir reconnu que l'objectif de l'enquête était relatif aux abus sexuels **dans l'Église catholique** : le mot «catholique» intervient 17 fois, les mots formés sur «religieux» associés au catholicisme 8 fois, «clergé» 5 fois, «prêtre» 4 fois, «évêque» 3 fois, «diacre» 4 fois dans le questionnaire, contre 5 fois «protestant», «musulman», «juif», 2 fois «orthodoxe» : **soit 41 mots** du vocabulaire catholique, contre **17** pour toutes les autres religions !

## **2°) Les 243 601 réponses analysées**

a) Un échantillon final représentatif de très grande taille

«Comme à chaque tirage d'échantillon de ce type, un certain nombre de panélistes n'ont pas activé le lien envoyé (n = 197 407), d'autres ne correspondaient plus aux quotas définis pour l'enquête (n = 17 639), d'autres enfin n'ont pas continué l'enquête après avoir pris connaissance du sujet (n = 180), et quelques personnes ont abandonné le questionnaire avant la fin (n = 69). Enfin, 296 questionnaires ont été exclus de l'analyse, une lecture attentive des réponses ayant montré soit que certaines personnes avaient répondu deux fois (n = 283), soit avaient répondu de manière "automatique" aux questions, cochant systématiquement le premier item proposé (n = 13). Au total, **28 010 questionnaires sont donc exploités** dans cette enquête. Cet échantillon final a été redressé selon l'âge, le sexe, la région d'habitation, la taille d'agglomération et la profession des enquêtés. Les estimateurs fournis peuvent ainsi être considérés comme approximativement représentatifs des pratiques de la population résidant en France métropolitaine.»

Il reste donc au final **28 010** questionnaires exploitables. Il **nous faut saluer** ici ce chiffre élevé,

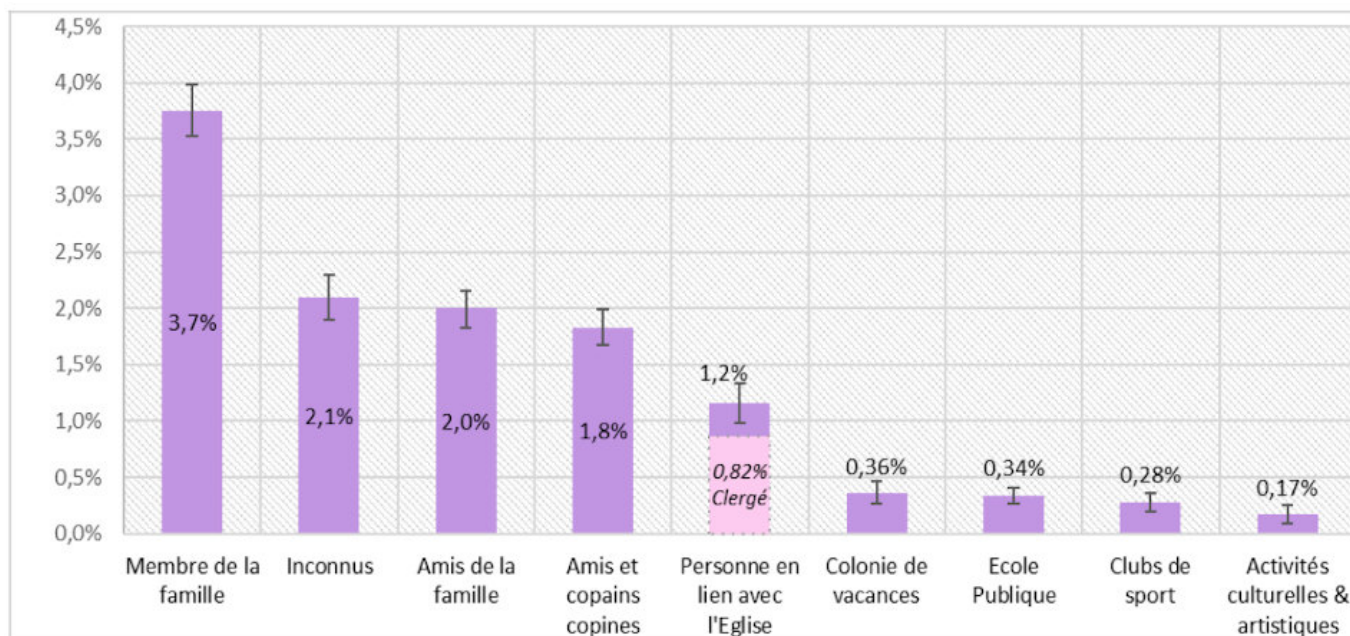
bien supérieur à ceux des sondages d'opinions pré-électorales en population générale, qui portent en moyenne sur un échantillon représentatif de 1 300 personnes, avec des extrêmes entre 750 et 8 000.

b) Un tout petit échantillon d'analyse finale.

«Sur les **28 010** personnes interrogées par l'Inserm, **2 438** ont déclaré avoir été abusées dans l'enfance. Et parmi celles-ci, **110** hommes et **8** femmes ont précisé avoir été victimes au sein de l'Église catholique<sup>2</sup>.»

Voici **la remarque la plus importante**. L'échantillon a fondu, laissant encore subsister assez de matière (2 438 personnes) pour analyser les diverses composantes des abus et des abusés dans la population française, mais **bien trop peu** (108 personnes) pour se livrer à des tentatives d'analyses des composantes des abus au sein de l'Église catholique. On peut seulement tirer de ce sondage le résultat qu'il y a eu entre **240 000** et **360 000** victimes au sein de l'Église catholique, à **supposer que les biais évoqués dans notre 1°) aient été éliminés**.

c) Une présentation statistique montrant le parti pris de déconsidérer l'Église au sein de la société



Pourcentage de personnes déclarant avoir subi des violences sexuelles avant 18 ans selon les auteurs ou milieux de socialisation que les personnes ont fréquentés pendant l'enfance<sup>3</sup> –  
*Source : Enquête Population générale 2020 Inserm-CIASE*

*Lecture : 3,7 % des personnes de plus de 18 ans en France métropolitaine ont été abusées mineures par un membre de leur famille. 1,2 % des personnes ayant pratiqué des activités liées à l'Église catholique dans l'enfance (scoutisme catholique, mouvement de jeunesse catholique, catéchisme, aumônerie, internat catholique) déclarent avoir été abusées par une personne en lien avec l'Église catholique, et ce pourcentage est de 0,8 % s'agissant des violences perpétrées par un membre du clergé (prêtres, religieux, diacres).*

Il est scientifiquement indécent d'utiliser des évaluations en pourcentage de la population générale pour comparer, comme dans le tableau ci-dessus, par exemple, la prévalence des abus au sein des divers sous-groupes humains constituant la société française.

Cette indécence serait moindre en rapportant le nombre de ces abus au nombre de personnes appartenant à chacune de ces classes, au moment et au lieu où les abus ont été perpétrés. Dans la période concernée par l'enquête, l'Église était un groupe qui, en moyenne, ne comptait pas moins de 80 % de la population française. Qu'en est-il des chiffres des colonies de vacances, de l'école publique (25 % de la population française), des clubs de sport, des activités artistiques, sous-groupes bien moins nombreux ?

Ainsi, si l'on compare l'Église à l'École publique, on voit que, dans la période de l'étude, on aurait 1,5 % des catholiques qui auraient été abusés et 1,36 % des membres de l'école publique : nous ne sommes pas si loin que cela les uns des autres !

## CONCLUSION

Les abus dans l'Église sont une honte d'autant plus inacceptable que celle-ci annonce un Évangile appelant à la sainteté, à laquelle tous sont conviés à la fin des temps. Le pharisaïsme par lequel elle a voulu faire accroire qu'elle était, entre 1950 et 2016, plus sainte que l'ensemble de l'humanité cheminant dans l'Histoire est pire encore. Le rapport Sauvé vient lui donner un bon coup de baguette sur le museau, l'appelant à s'amender de ce pharisaïsme, en lui faisant découvrir à quel point elle a gravement péché et à s'en amender en venant en aide aux victimes et en se transformant pour ne plus en faire d'autres.

Il a parfaitement atteint le premier objectif qu'il s'était assigné en mettant les victimes en pleine lumière. Il a bien révélé le système qui s'était mis en place dans l'Église pour les écraser et pour continuer de cultiver une splendeur pharisienne. Il a fait des propositions à ruminer longuement et à mettre en œuvre pour une démarche de vérité et de réparation du passé, ainsi que d'une prévention bien plus active à l'avenir.

On peut avoir des réserves sur les études quantitatives de moins bon niveau que les qualitatives. N'est-ce pas dû à la composition de l'équipe que le président a réunie autour de lui : «les vingt et un membre [...] ont été choisis en raison de leurs compétences dans les

diverses sciences sociales mobilisées pour les besoins de la présente étude : droit, médecine (psychiatrie en particulier), histoire, sociologie, psychologie, éthique, politiques sociales et de santé et théologie<sup>4</sup> : il n'y avait aucun spécialiste des sciences dures – mathématiques et statistiques, entre autres.

Cela aurait sans doute permis une plus grande rigueur d'analyse, et le maintien d'une distance respectueuse plus froide avec le sujet de l'étude. Cela aurait également permis d'éviter une compassion fusionnelle excessive avec les victimes ou une haine vengeresse à l'égard des prédateurs. Cela aurait donné plus de force à l'ensemble et d'allant pour construire l'avenir dans une espérance confiante. N'est-ce pas ce que voulait le Président, soucieux «d'indépendance à l'égard de toute les parties prenantes dont aucun n'est un ecclésiastique ou une personne victime<sup>5</sup>» ? Il est vrai que lui-même ignorait, au début de l'étude, qu'il avait été très proche d'un prédateur et d'une victime. Chemin faisant<sup>6</sup>, il l'a appris par une lettre de cette victime, qui l'a fait passer par une vraie crise : celle de la perte de l'indépendance qui avait été assignée à la Commission par ses mandataires.